



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : unsen@ferc.cgt.fr - Site : www.unsen.cgt.fr

La CGT Éduc'action reçue par Jean-Michel Blanquer sur la rénovation de la voie professionnelle du lycée

La CGT Éduc'action a été reçue aujourd'hui par le Ministre de l'Éducation nationale, Céline Calvez (députée LREM) et Régis Marcon (chef d'entreprise) auteur·es du rapport sur la voie professionnelle du lycée qui scolarise un·e lycéen·ne sur trois.

Lors de cet entretien, la CGT Éduc'action a exprimé les lignes rouges à ne pas franchir dans l'intérêt de la formation initiale professionnelle : le développement de l'apprentissage contre le statut scolaire, et la casse des diplômes nationaux par le découpage en blocs de compétences. Ces lignes rouges sont franchies.

Si les deux modes de formation, apprentissage et scolaire, coexistent depuis longtemps, les propositions faites dans le rapport visent à disqualifier la voie professionnelle scolaire pour mieux servir les intérêts du MEDEF dans sa volonté de faire main basse sur la formation professionnelle. Dans son projet, le gouvernement utilise l'apprentissage pour casser les acquis de l'enseignement professionnel scolaire. La voie professionnelle du lycée devrait servir à sélectionner les élèves : les meilleurs profils pour les employeurs en apprentissage, et la concentration des élèves en difficulté sociale et scolaire dans les classes des lycées. Rappelons que l'apprentissage est discriminant : seulement 30% des apprenti·es sont des filles, les jeunes des milieux défavorisés y sont sous-représenté·es...

Les attaques récurrentes contre la formation professionnelle passent aussi par la casse des diplômes. La reconnaissance de la qualification dans les entreprises est un élément essentiel pour garantir des droits collectifs (rémunération, conditions de travail...). Cette qualification repose sur des diplômes nationaux que les rapporteurs préconisent de remplacer par des blocs de compétences. Cette évolution est dangereuse car elle remet en cause une qualification solide au profit d'une employabilité immédiate.

Les rapporteurs affichent vouloir « *viser l'excellence pour la voie professionnelle* », la CGT Éduc'action a fait des propositions concrètes pour y parvenir :

- Le renforcement des moyens pour des poursuites d'études réussies dans la voie professionnelle. Cela passe notamment par la création de classes passerelles du bac pro vers le BTS. La sécurisation des parcours du bac pro au BTS est une des clés majeures de la redynamisation des sections tertiaire « *service aux entreprises* » afin de permettre une meilleure insertion professionnelle des élèves ;
- Le classement des lycées professionnels qui concentrent les difficultés sociales et scolaires dans les dispositifs d'éducation prioritaire ;
- La mise en œuvre d'effectifs réduits dans les classes de la voie professionnelle pour tenir compte des besoins spécifiques des élèves.
- Les contenus et la validation des diplômes doit rester du ressort de l'Éducation nationale.

Montreuil, le 13 mars 2018